



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN SUD VAUCLUSE



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique en léger retrait
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel est stable
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Trois offres déposées à Pôle emploi sur cinq se concentrent sur quatre domaines professionnels
- p. 6 Une perte du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Un marché du travail qui s'améliore
- p. 9 La demande d'emploi des moins de 25 ans baisse - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 11 630 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 1 840 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 64% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Le bassin d'emploi de Sud Vaucluse, au sens Pôle emploi, regroupe les agences de Cavaillon, Apt et Pertuis.

Les chiffres clés du territoire :

- 149 760 habitants au 1^{er} janvier 2016.
- 16 600 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- 28 870 salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- 6 470 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- 11,3% de taux de chômage pour la zone d'emploi de Cavaillon-Apt au 2^e trimestre 2019.
- 16 980 demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 51% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- 15 290 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C au 30 juin 2019, dont 15% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 8% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 11% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique en léger retrait

Au 1^{er} janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi de Sud Vaucluse s'approche des 149 800 (13^e le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 102 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression moins fort que celui de la période 2006-2011 avec +0,5% en moyenne par an comme en région. Cet accroissement est dû à un solde naturel de +0,3% (écart entre les naissances et les décès) et au mouvement migratoire de +0,2%.

Au 1^{er} janvier 2016, le bassin a une structure par âge semblable à la région. Les moins de 25 ans représentent 27% de la population totale du bassin (28% en région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux

Tableau 1

Recensement de la population au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Sud Vaucluse	région	bassin de Sud Vaucluse
Hommes	2 403 300	72 080	48%	48%
Femmes	2 618 600	77 680	52%	52%
0-14 ans	848 700	25 670	17%	17%
15-24 ans	554 800	14 670	11%	10%
25-54 ans	1 867 200	54 530	37%	36%
55-64 ans	641 500	20 840	13%	14%
65 ans et +	1 109 700	34 050	22%	23%
Ensemble	5 021 900	149 760	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

d'étudiants est plus faible dans ce territoire (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus sont plus nombreux dans le bassin (37% vs 35% en région) ; quant au taux de retraités il est identique à la région (7%).

Tableau 2

Population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Sud Vaucluse	région	bassin de Sud Vaucluse
15-24 ans	218 900	6 700	10%	10%
25-54 ans	1 640 000	49 100	74%	73%
55-64 ans	348 600	11 420	16%	17%
Ensemble	2 207 500	67 210	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

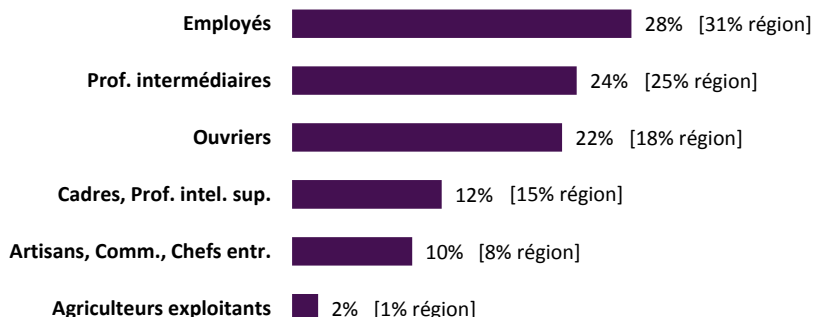
Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés, de professions intermédiaires et d'ouvriers.

Le bassin compte plus d'ouvriers (+4 pts), d'artisans, commerçants, chefs d'entreprises (+2 pts) et d'agriculteurs exploitants que la moyenne régionale (+1 pt) [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : davantage de professions intermédiaires (+1,4 pt) et moins d'ouvriers (-0,6 pt) et d'employés (-0,4 pt).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

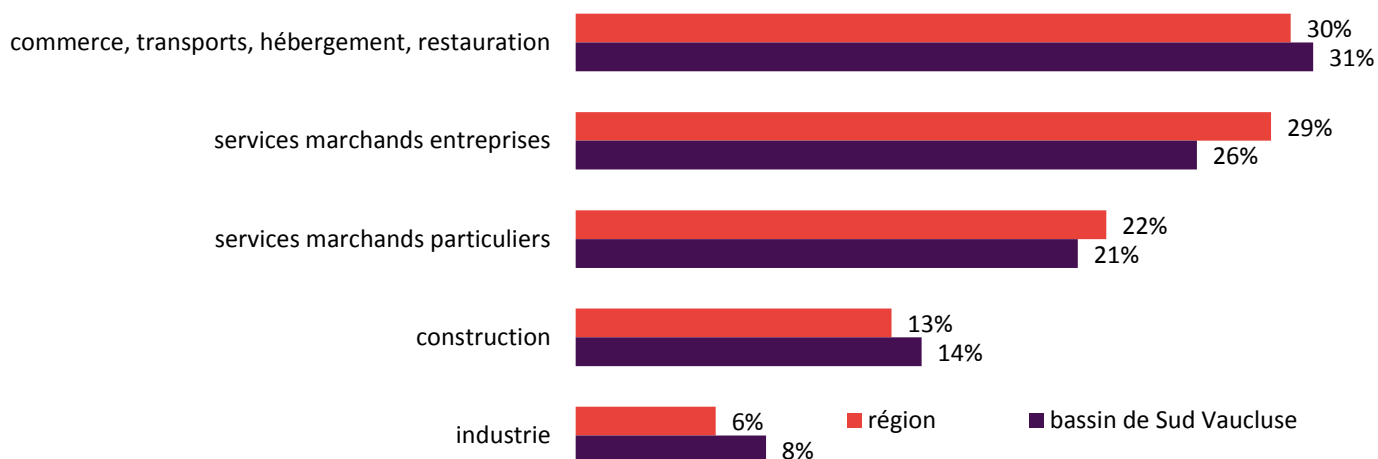


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 16 600 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 3% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est relativement orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est inférieur à celui de la région (71% contre 77%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (4 points d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est identique à celui de la région (12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



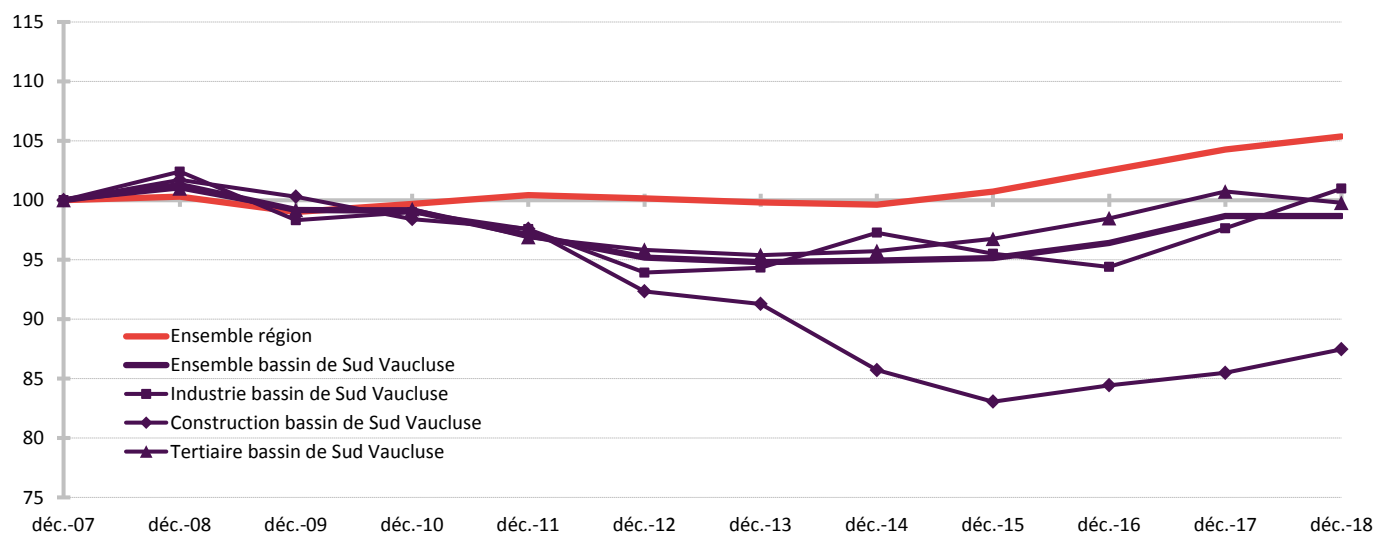
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel est stable

Le taux d'emploi du bassin (63%) est supérieur à celui de la région (61%). Le nombre de salariés du secteur privé est stable dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme des secteurs de l'industrie et de la construction qui parviennent à compenser les pertes d'effectif du tertiaire. À fin 2018, 4 770 établissements du secteur privé y emploient 28 870 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)



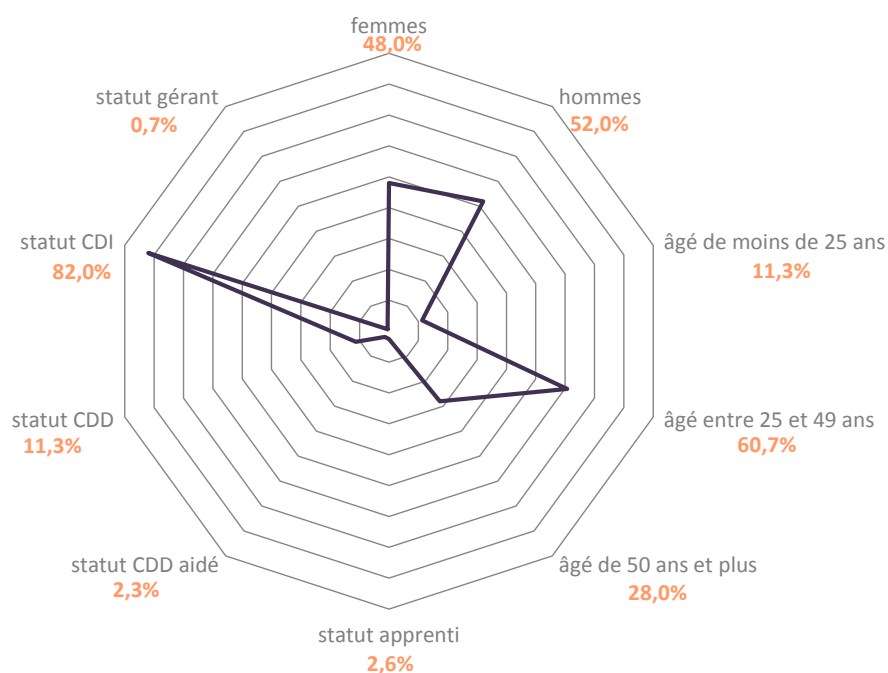
Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

4 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 25% et 50%	4%	2%	3%
quotité de travail entre 50% et 75%	12%	4%	8%
quotité de travail de 75% et plus	15%	2%	8%
temps plein	63%	89%	77%

Source : DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	3 330	11%
Hypermarchés	980	3%
Transports routiers de fret interurbains	730	2%
Supermarchés	690	2%
Restauration traditionnelle	610	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	540	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	530	2%
Fabrication de machines agricoles et forestières	520	2%
Ingénierie, études techniques	490	2%
Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	450	2%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	29 640	100%

Source : DADS 2016

À fin 2016, 29 640 personnes étaient salariées sur le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est plutôt masculin, âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

37% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

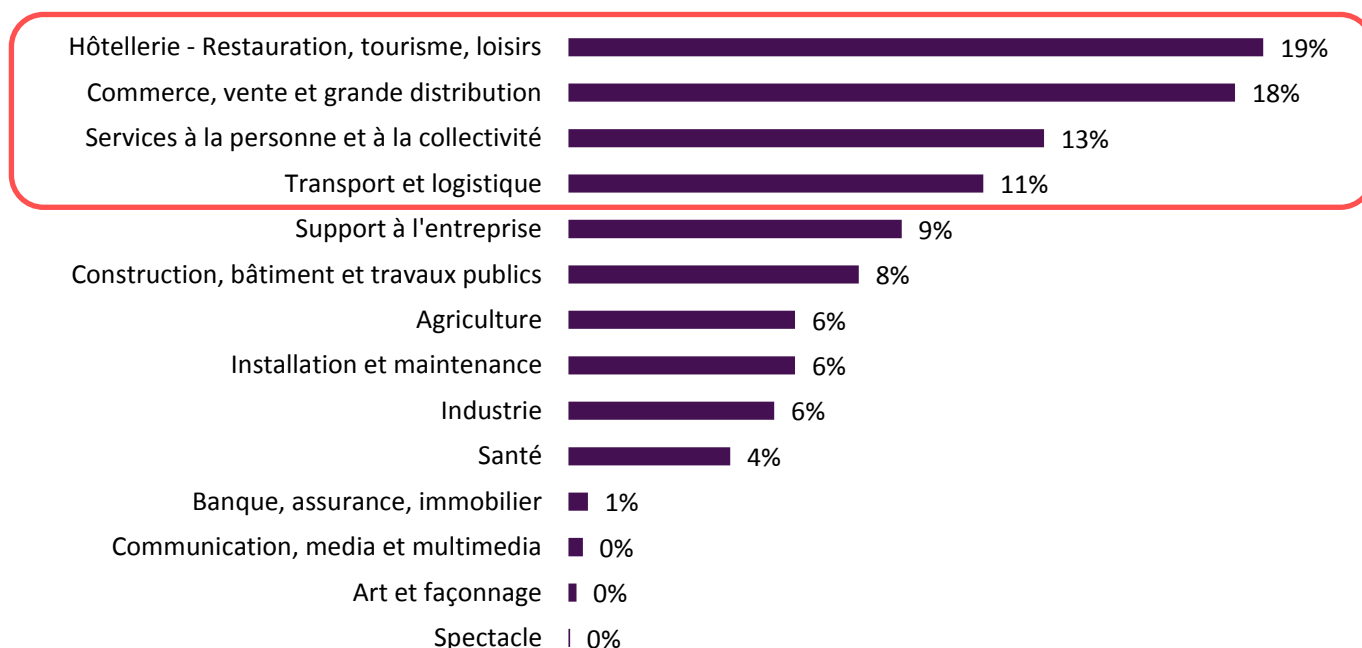
L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Trois offres déposées à Pôle emploi sur cinq se concentrent sur quatre domaines professionnel

De juillet 2018 à juin 2019, 6 470 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs (19%) et du commerce, vente et grande distribution (18%) enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées. Les services à la personne et à la collectivité suivent avec 13% devant les métiers du transport et logistique (11%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

	Volume
1 ^{er} G1602 Personnel de cuisine	350
2 ^e D1507 Mise en rayon libre-service	310
3 ^e G1803 Service en restauration	300
4 ^e N1103 Magasinage et préparation de commandes	190
5 ^e N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	190

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes 21% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Une perte du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -6,6% sur un an et s'établit à 88 960 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (45 500 soit 51% des DPAE), les secteurs de l'hébergement et restauration (8 890 soit 10% des DPAE et 20% des DPAE hors intérim) et de l'agriculture, sylviculture et pêche (7 500 soit 8% des DPAE et 17% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

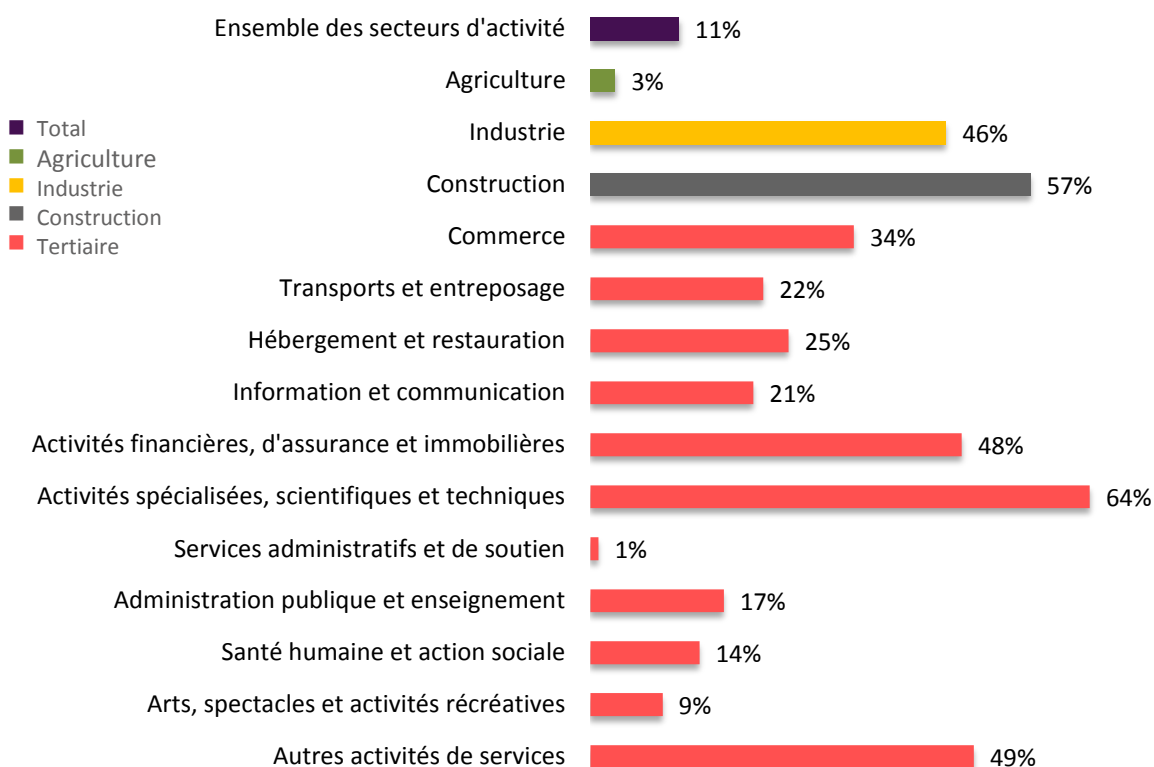
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	25 480	29%	+3,1%
Missions intérimaires	45 420	51%	-14,0%
Contrats de six mois et plus	10 120	11%	+7,5%
- Autres -	7 940	9%	
Ensemble	88 960	100%	-6,6%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 11% des DPAE. Les entreprises de l'industrie (5% des DPAE hors intérim) et de la construction (4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 46% et 57%. Le secteur des transports et entreposage (7% des DPAE hors intérim) a recours dans un cas sur cinq à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

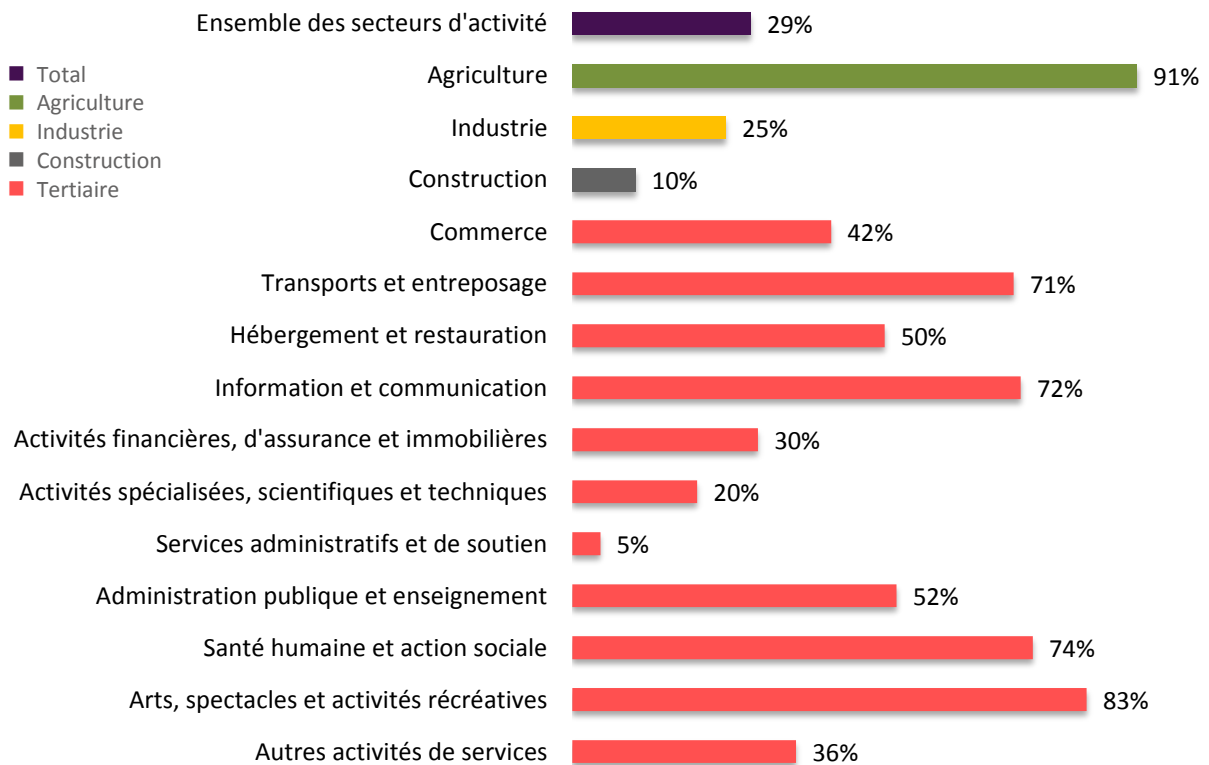
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Près d'un tiers des DPAE sur dix concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment l'agriculture (91%) et les arts, spectacles et activités récréatives (83%).

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 régressent cette année de -12% et représentent près de 8 090 embauches potentielles dans le bassin CREDOC de Sud Vaucluse. C'est le treizième bassin en termes de propositions de recrutement.

La part de projets saisonniers dans le bassin de Sud Vaucluse est de 60% (44% en région). Les projets saisonniers sont au nombre de 4 840. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié à l'agriculture et au tourisme au sein de ce territoire.

En 2019, 4 030 intentions d'embauches sont considérées difficiles par les employeurs soit 50% (45% en région).

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

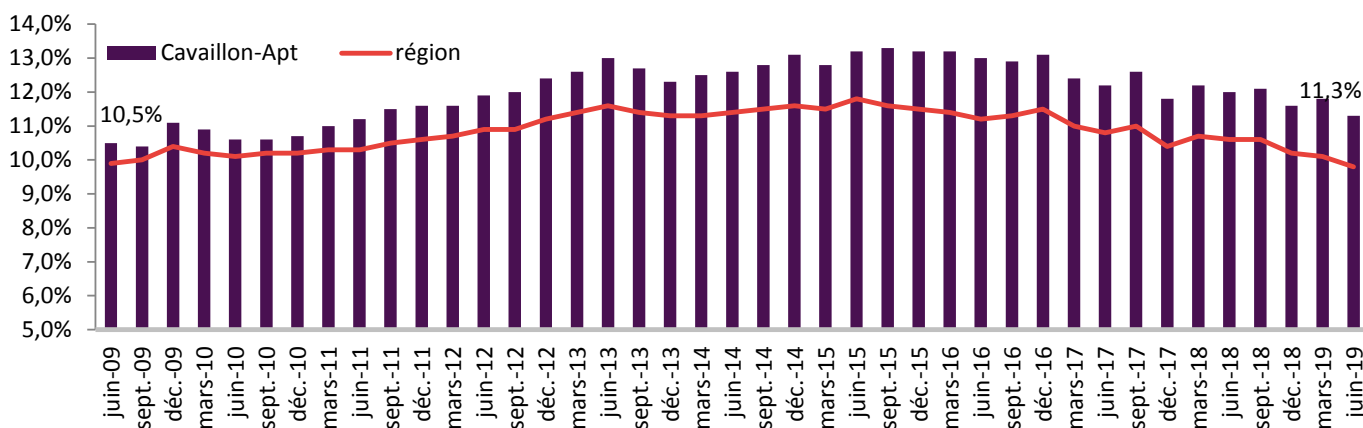


Un marché du travail qui s'améliore

Malgré une tendance haussière jusqu'en septembre 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Cavaillon-Apt a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 11,3%, un taux toujours supérieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de +1,2 pt en moyenne. Le taux de chômage reprend une valeur équivalente à celle de juin 2011.

Graphique 8

Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi



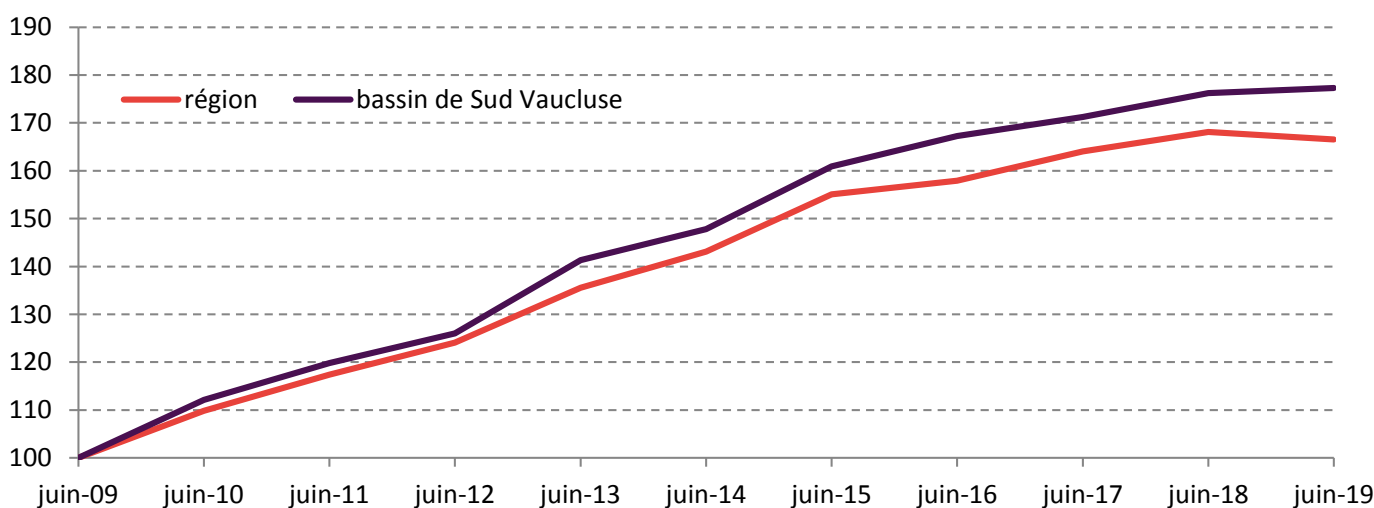
Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) ne diminue pas ; il progresse moins fortement depuis trois ans. Ainsi, la hausse du nombre de personnes inscrites en catégories ABC dans les agences du bassin augmente sur un an (+0,6%) entre juin 2018 et juin 2019. [cf. Graphique 9]. Au cours des douze derniers mois, les sorties de la liste sont inférieures aux entrées de la liste.

À fin juin 2019, le nombre demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin par rapport à juin 2018 au sein des catégories ABC, atteint 15 290.

Graphique 9

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

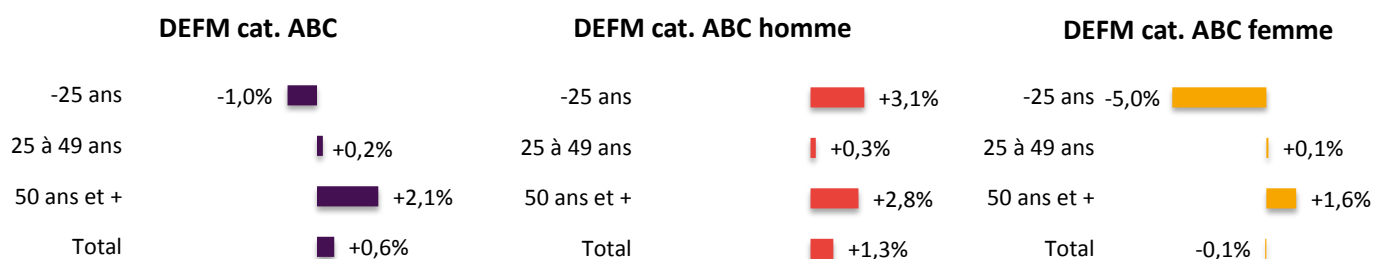


La demande d'emploi des moins de 25 ans baisse

Après avoir atteint son niveau maximum en juin 2018, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans varie peu et se chiffre à 1 820 personnes (-1,0% sur un an). Les 25 à 49 ans affichent une légère hausse de +0,2%. Ils sont au nombre de 9 110 (soit +18 sur un an). Quant aux seniors, leur progression linéaire jusqu'alors ralentit fortement cette année, elle n'est plus que de +2,1% soit +91 sur un an entre juin 2018 et juin 2019. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi en cat. ABC à 4 350. Avec 12%, la population des moins de 25 ans est la moins représentée dans la demande d'emploi (11% en région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et les bénéficiaires du RSA sont moins présents dans le bassin : respectivement 13% et 15% contre 16% et 18% en région. En revanche les demandeurs d'emploi de longue durée (49%) et les demandeurs d'emploi de très longue durée (27%) sont plus présents dans le bassin qu'en région (resp. 47% et 26%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a plus que doublé en sept ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 4 190 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 27% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 3 160 à fin juin 2019 ; il est stable sur un an.

7 440 DELD
(≥ 1 an)
+4,0% sur un an

4 190 DETLD
(≥ 2 ans)
+5,9% sur un an

3 160 DE en ICT3
+0,0% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur pole-emploi.org\)](#)

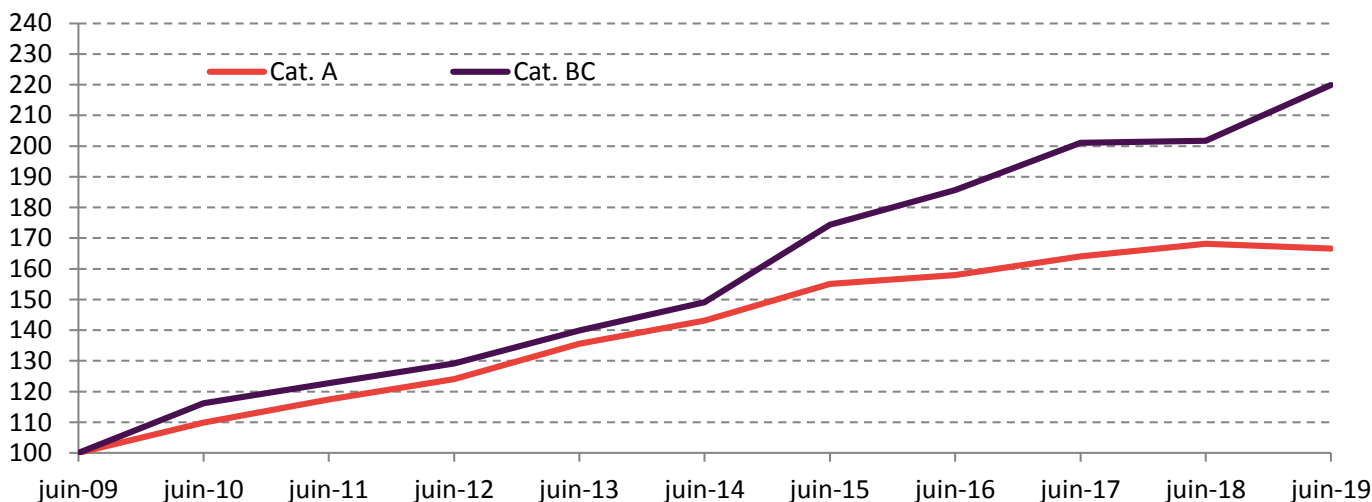


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2015, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui affiche une légère baisse entre juin 2018 et juin 2019 [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

11 630 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	920	+2,2%	8%
Passage en C	3 500	+8,0%	30%
Passage en E	10	-66,7%	0%
AFPR / POE	160	+0,0%	1%
DPAE durable	3 910	+7,4%	34%
DPAE non durable	3 120	+3,3%	27%
Total	11 630	+5,8%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences** (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). Plus de 8 810 personnes sont ciblées « PIC », soit 58% des DEFM cat. ABC [cf. [Tableau 8](#)], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Tableau 8

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	52%	116 870	45%	47%
Moins de 25 ans	54 640	11%	27 540	11%	50%
50 ans et plus	133 610	28%	84 400	33%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	47%	125 040	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	9%	30 260	12%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	16%	51 270	20%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	477 010	100%	257 460	100%	54%

bassin Sud Vaucluse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	8 010	52%	4 060	46%	51%
Moins de 25 ans	1 820	12%	1 040	12%	57%
50 ans et plus	4 350	28%	2 710	31%	62%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	7 440	49%	4 350	49%	58%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 240	8%	870	10%	70%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	1 650	11%	1 200	14%	73%
Ensemble des DEFM cat. ABC	15 290	100%	8 810	100%	58%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)



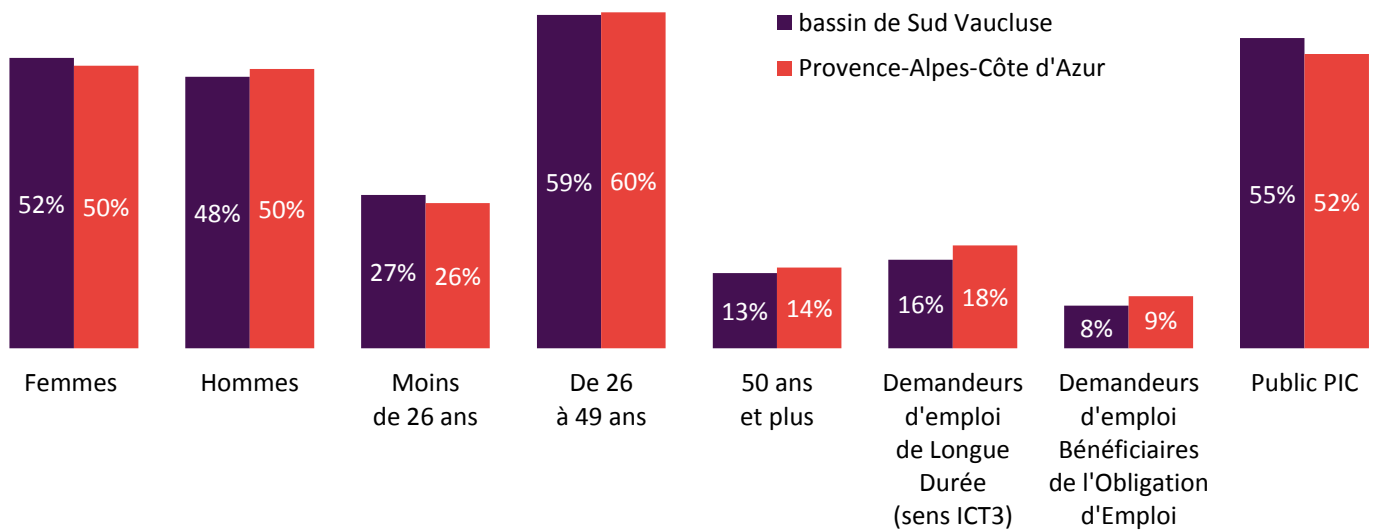
12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

1 840 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, plus de 1 840 demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 3% des entrants en formation de la région. La part des femmes et de la tranche d'âge des moins de 26 ans est plus présente qu'en région. Celle du public PIC y est plus importante compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin [cf. Graphique 13].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

70% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (33% contre 34% en région). Les Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 21% (19% en région) [cf. Graphique 13], juste devant les formations du Conseil Régional (20% comme en région). Les principaux domaines de formation sont l'échange et gestion (22%), les services aux personnes (21%) et les sciences humaines, économie, droit avec 10%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent sept entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

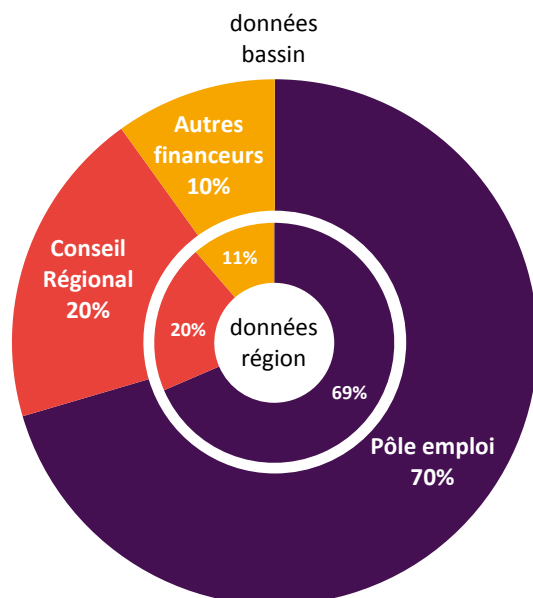


Tableau 9

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Échange et gestion	410	22%
Services aux personnes	390	21%
Sciences humaines, économie, droit	180	10%
Formation générale, lettres et langues	150	8%
Fonction production	140	8%
Ensemble des entrées	1 840	100%

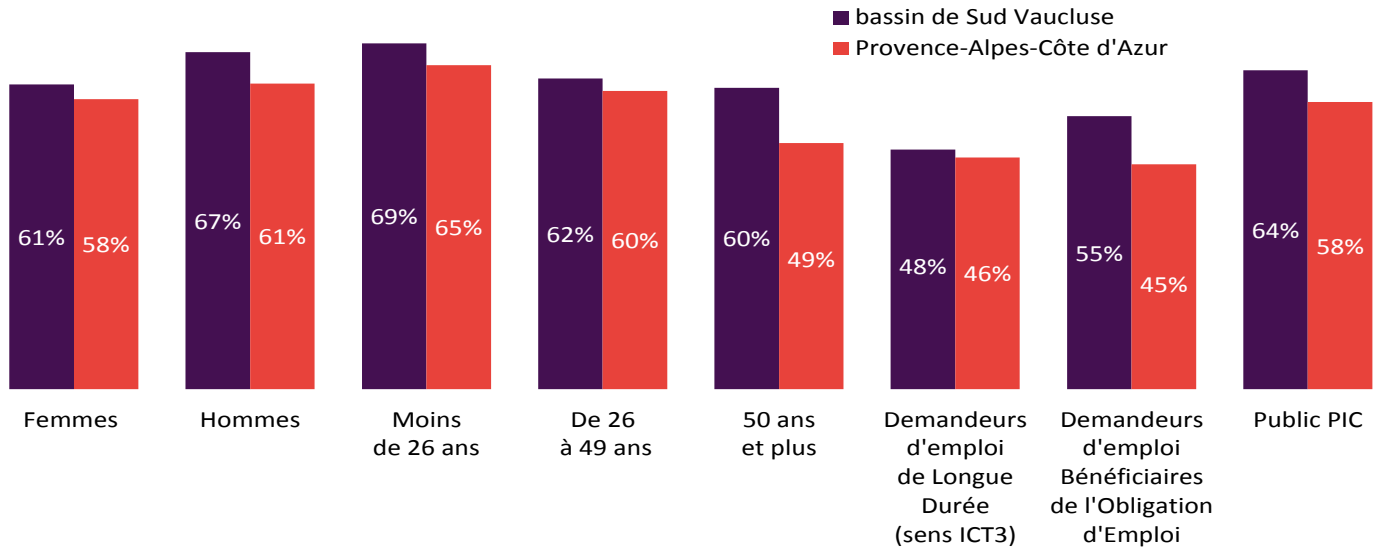
Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

64% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Sud Vaucluse, près de 1 340 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 64% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les hommes, les moins de 26 ans et les 50 ans et plus. D’autres comme les demandeurs d’emploi de longue durée (sens ICT3) sont plus éloignés de l’emploi.

Graphique 14

Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) et les Préparations Opérationnelles à l’Emploi Individuelles (POEI) ont les meilleurs taux d’accès avec respectivement 90% et 82%, juste devant les aides du Conseil Régional (66%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont l’échange gestion (72%) et les services aux personnes (66%) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2018

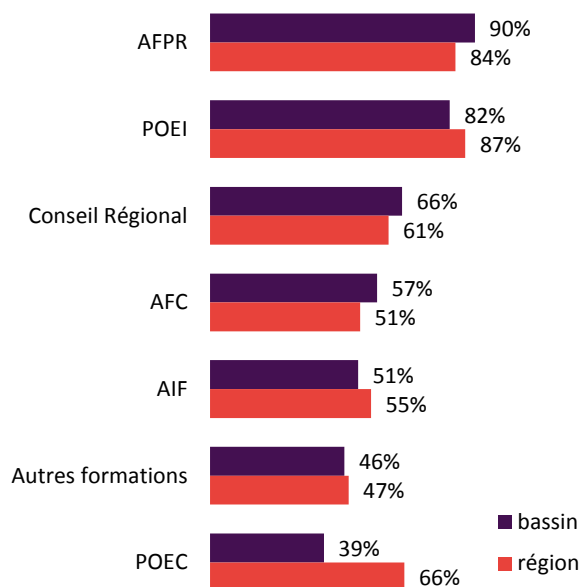


Tableau 10

Les principaux domaines par taux d’accès

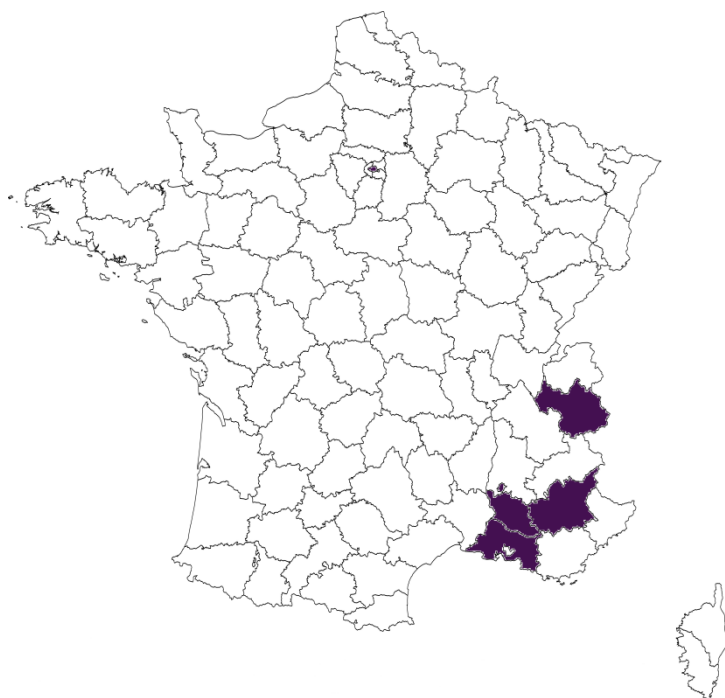
Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	66%	350
Échange et gestion	72%	330
Information, communication	63%	120
Fonction production	65%	100
Formation générale, lettres et langues	42%	90
Ensemble des sorties	64%	490

Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du MArché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 22%, ils se dirigent vers les territoires limitrophes, 2% vers la métropole parisienne et 1% en Savoie [cf. Tableau 11].

Tableau 11
Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



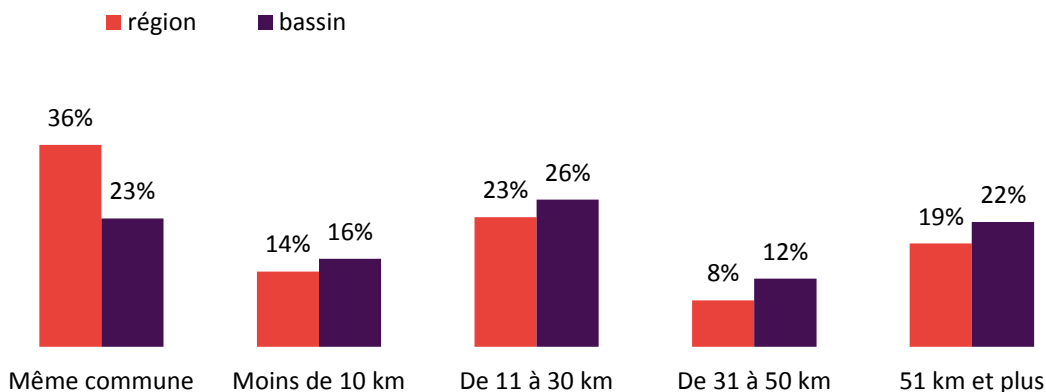
Département de travail (>1%)	
Vaucluse	65%
Bouches-du-Rhône	20%
Alpes-de-Haute-Provence	2%
Paris	2%
Savoie	1%

Aide à la lecture :
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près d'un demandeur d'emploi sur quatre a repris un emploi dans la même commune et un demandeur d'emploi sur cinq à plus de 50 km de son domicile [cf. Graphique 16].

Graphique 16
Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

En conclusion...

Le niveau de qualification des résidents du territoire est plus faible qu'en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (moins de cadres, professions intellectuelles supérieures, de professions intermédiaires et plus d'ouvriers).

Moins marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (71%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche encore plus que l'année dernière en contrat durable.

Malgré un taux de chômage supérieur à celui de la région, le marché du travail local s'améliore. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 15% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 89% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 22% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 1 840 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 64% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

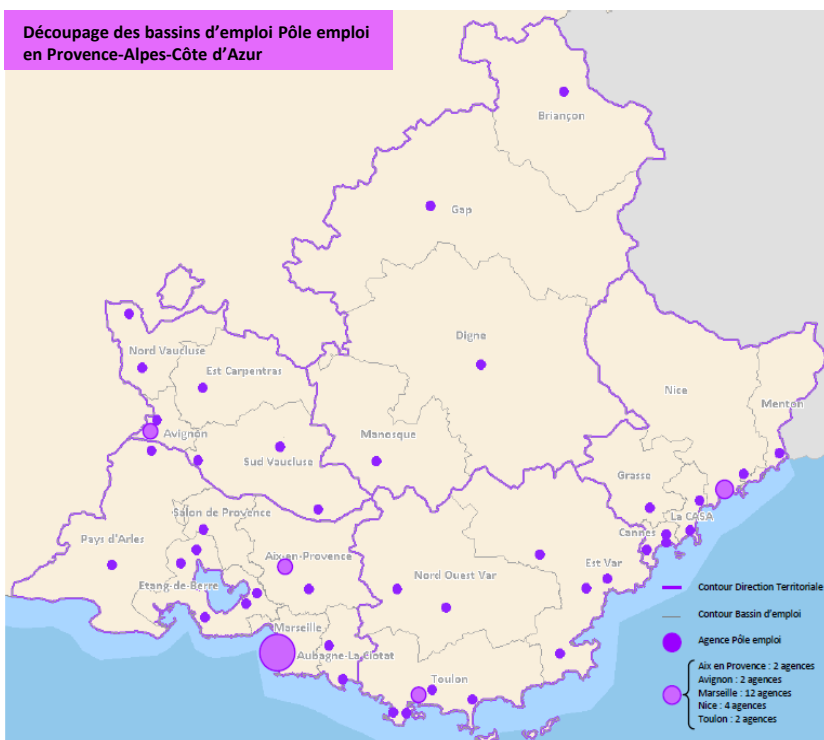
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
 Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
 Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
 34, rue Alfred Curtel
 13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

